



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

SESSION D'HIVER

COMMISSION DEMOCRATIE, COHESION SOCIALE ET ENJEUX MONDIAUX

CONF/DEM(2017)SYN2

Projet de CARNET DE BORD

A L'ATTENTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DEMOCRATIE, COHESION SOCIALE ET ENJEUX MONDIAUX

La commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux s'est réunie le 28 juin 2017 sous la présidence de Anne-Marie CHAVANON.

La présidente a souligné sa volonté et celle des deux vice-présidents de la commission, Karl DONERT et Thierry MATHIEU, d'effectuer un passage de témoin.

A.M.CHAVANON a par ailleurs exprimé dès l'abord sa reconnaissance et celle de la commission à Eladio FERNANDEZ-GALIANO, ancien chef du Département Initiatives démocratiques du Conseil de l'Europe, pour sa présence et le soutien apporté tout au long du mandat à cette commission. A son tour, celui-ci a formulé des paroles d'amitié envers la commission et salué la qualité du travail accompli au cours du mandat.

La commission a ensuite

- 1. adopté** le projet d'ordre du jour
- 2. approuvé** le projet de synopsis de la réunion du 25 janvier 2017 sans modification
- 3. débattu** autour de quatre des principaux thèmes abordés au cours du mandat, alors que, selon les termes de la présidente, la vie des Etats-membres était marquée par le terrorisme, par l'onde de choc des conflits et le chaos migratoire qui s'en est suivi, par les Accords de Paris sur le climat, par le Brexit et la marche hésitante de bien des démocraties.

Il s'agissait de :

3.1. la reconstruction des sociétés européennes face à la violence,

avec la participation de

Alexandra-Luminita PETRESCU (FITRAM) ancienne Secrétaire d'Etat au ministère roumain de la Consultation publique et du Dialogue civil, Présidente de l'ONG roumaine Fondation pour le Pluralisme.

Abdel BELMOKADEM, Président fondateur de l'ONG Nés & Cités, ancien maire adjoint de Vaulx en Velin (France), auteur de l'ouvrage « *Tendez-nous la main* », intervenu, devant la commission en janvier 2015, en début de mandat, au lendemain des attentats terroristes perpétrés à Paris

La compétence clé **d'Abdel BELMOKADEM**, ancien boxeur professionnel, intermédiaire lors des événements de 1990 à Vaulx en Velin, en France, est la médiation : comment aller vers l'autre, comment créer les conditions du dialogue entre acteurs éloignés les uns des autres comme les jeunes des quartiers, non qualifiés, et les entreprises. Comment créer des dynamiques positives.

Pour Abdel Belmokadem, « le nerf de la guerre, c'est l'emploi, indispensable pour accéder à un logement et à l'inclusion sociale ».

Pour promouvoir cette approche, « Nés & Cités », a créé « Jobs & cités » déclinant des concepts innovants pour casser les barrières (ex : rencontre dans des loges de stades de foot prestigieux, dans des restaurants après le deuxième service, dans des camions transformés en espace de recrutement, dans des gymnases, chez l'habitant, etc.). Des effets bénéfiques immédiats ont été constatés sur le chômage et l'emploi mais aussi sur la délinquance. L'effet de levier de cette stratégie est patent sur la déradicalisation. Là où les acteurs institutionnels au rythme plus lent voient des problèmes, nous nous voyons des solutions, souligne Abdel Belmokadem.

« Notre bureau, c'est la rue », déclare Abdel. La stratégie consiste à « mailler le territoire », « aller vers », « construire avec » : en journée comme en soirée, entre 22 heures et 1 heure du matin, dans les cages d'escalier, dans les halls d'immeubles, dans les squats, nos équipes vont au plus près de candidats isolés, particulièrement vulnérables. Ils sont alors mis dans une dynamique positive de recherche d'emploi pour que les rencontres se fassent, petit à petit, en journée dans un lieu extérieur. Il s'agit de détecter non pas le « savoir faire » lié à des formations classiques mais le « savoir être » et le « vouloir faire ». Par ailleurs, un recrutement réussi permet de gagner plusieurs mois dans l'approche de quartiers complexes. Sur les 20 000 personnes détectées par l'association, 7000 ont trouvé un emploi. Les autres sont restées dans une dynamique vertueuse et beaucoup d'entre elles ont trouvé un emploi par leurs propres moyens. « Tous ont un cap, tous ont un projet de vie, tous sont nos ambassadeurs ».

La force de Nés et cités est d'accepter les gens tels qu'ils sont et d'aller les chercher là où ils sont. D'où le succès rencontré là où d'autres forum emploi échouent : '80% des gens qui viennent chez nous ne sont jamais allés dans un forum emploi, la plupart du temps en raison de freins psychologiques indique Abdel Belmokadem.

Il invite les membres de la commission à s'engager non pas dans le « vivre ensemble » mais dans le « construire ensemble », seule voie vers l'engagement. Le sport étant un élément fort d'intégration et d'insertion.

=>> La présidente a invité instamment les membres de la commission à faire connaître les compétences de Nés & Cités partout où les acteurs de terrain sont en recherche de bonnes pratiques

Alexandra Luminita PETRESCU a présenté, à partir de son expérience, des exemples de reconstruction par le dialogue d'une société roumaine fracturée par le cours des événements politiques.

Après la révolution de 1989, période au cours de laquelle les antagonismes politiques, pro et anti communistes, menaçaient de fracture irréversible l'ensemble de la société roumaine, de la cellule familiale aux assemblées parlementaires où les affrontements étaient parfois physiques, un groupe conduit par Madame PETRESCU a créé un centre de formation des jeunes, ouvert à tous, quelle que soit son appartenance politique. Après des débuts difficiles, le dialogue a fini par s'instaurer, conduisant ces jeunes à créer eux mêmes un club transpartisan de jeunes leaders politiques conscients que les différences idéologiques doivent être transcendées pour gérer un territoire commun. L'objectif était atteint.

En 1996, conseillère du Président de la Roumanie Emil CONSTANTINESCU, nouvellement élu, Madame PETRESCU a poursuivi cette action en créant au plus haut niveau de l'Etat un département chargé de la société civile. La Roumanie est ainsi

devenue le premier pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est a mettre en place une telle structure. Toujours sur sa proposition, un partenariat a été créé entre la société civile et l'administration publique, locale et centrale. Il fallait travailler ensemble, plaider-elle, car la société civile et les administrations poursuivent le même but, celui de servir les citoyens ! La mise en place de services communs permet à l'administration de rester au contact des citoyens, ce qui est pour tout gouvernement un devoir !

« Mon bureau était la rue ! » dit elle en écho à Abdel BELMOKADEM. Une caravane allait à la rencontre des citoyens pour échanger avec eux sur la situation du pays et sur l'élaboration des politiques publiques.

Citant l'exemple de l'Algérie où elle a également vécu, Mme PETRESCU insiste sur le fait que l'on ne peut pas reconstruire en état de guerre, qu'il faut, malgré l'immense difficulté, pouvoir regarder dans les yeux quelqu'un qui peut avoir tué un membre de sa propre famille !

Pour Alexandra Luminita PETRESCU, les femmes sont un atout et des acteurs incomparables pour construire la paix. Elle cite, à partir de son expérience professionnelle, l'exemple du Caucase où des femmes arméniennes, géorgiennes et azerbaïdjanaises travaillent ensemble pour construire la paix sur des territoires aux frontières perpétuellement menacées par la guerre.

3.2. *le cycle migratoire*

Florence KIM, porte parole de l'Organisation internationale des Migrations (OIM), a rappelé d'emblée l'absence de définition universellement acceptée de la migration et donc du terme « migrant ». D'un côté on parle de réfugié, de clandestin, de migrant économique, de l'autre d'expatrié, de diaspora, de cerveaux en fuite. L'OIM a pour mission de protéger ceux qui dans leur processus migratoire se trouvent dans une situation d'extrême vulnérabilité et de faire protéger leurs droits, quel que soit leur statut légal, dit elle.

Elle rappelle des chiffres : 15 000 morts en Méditerranée en 3 ans, soit l'équivalent de 65 crashes de la Malaysia Airlines, 90% des arrivées en Italie se font à travers la Lybie en provenance de l'Afrique de l'Ouest, après avoir traversé déserts et autoroutes de la mort. 700 000 d'entre eux seraient coincés en Lybie dans des conditions de vie qui leur font préférer les périls de la traversée en mer. A leur arrivée, ils sont confrontés contre toute attente au racisme. Ce qui a motivé la campagne 2015 de l'OIM : I am a migrant. A partir du constat que les chiffres ne suffisaient plus (300 000 arrivées annuelles sur 500 Millions d'habitants, etc) et qu'il fallait donner un visage à la migration (250 millions de migrants dans le monde). Plus de 1400 témoignages personnels recueillis en 1an et demi.

Interpelant les membres de la commission par ces mots : « Vous êtes les relais-clé de la voix des migrants, le porte-voix de la solidarité. Soutenez notre campagne, suivez-nous ! »

Après avoir remercié l'OIM pour les données fournies quotidiennement, **Jean-Claude GONON** (AEDE), Coordinateur du GT Europe-Méditerranée relève deux situations critiques :

Celle des demandeurs d'asile qui reçoivent dans la plupart des pays une indemnisation en attendant la décision des gouvernements mais dont seulement 30 à 40% sont acceptés par les gouvernements. Les autres sont, selon Jean-Claude GONON, condamnés à une vie clandestine et parfois à la délinquance. Il alerte sur le fait que nos sociétés sont en train de fabriquer des sans papiers qui s'accumulent et que masquent les statistiques d'arrivée en Méditerranée.

Celle des migrants venus du Moyen Orient condamnés à errer dans les Balkans, sans droits et sans espoir, après les accords avec la Turquie et la fermeture de la route des Balkans.

=>> *Les membres de la commission ont relevé la nécessité de poursuivre le travail sur la migration et ses causes, avec les migrants eux-mêmes, dans sa dimension administrative, humaine et juridique complexe, de prendre en compte les besoins sanitaires et la résilience*

3.3. **Les accords de Paris sur le climat et la COP23**

A entendu

Karl DONERT (EUROGEO), Vice-président de la commission et Coordinateur du Groupe de travail Climat et Droits de l'Homme, a rappelé que le changement climatique était l'une des causes importantes de migration, que les actions menées par la commission lors de la COP21 se poursuivaient avec les organes de l'ONU. Il a indiqué les principales thématiques de la COP23 qui se tiendra à Bonn en novembre 2017 et incité les ONG présentes à s'engager par tous les moyens.

Edith WENGER (Bureau européen de l'Environnement), initiatrice du groupe de travail climat et droits de l'Homme a rappelé les impacts du changement climatique sur l'agriculture, la santé, la consommation énergétique, les ressources naturelles, la paix et le maintien des populations sur leur territoire.

Elle a indiqué que répond à l'accélération du dérèglement climatique un mouvement planétaire et la mobilisation des acteurs publics et privés, citant de nombre d'entre eux, du Forum de Davos, aux Etats-Unis et à l'action des communes d'Alsace.

=>> La commission exprime la volonté que l'action de la commission reconnue sur cette thématique, de plus en plus cruciale et acquise de haute lutte, soit poursuivie lors du prochain mandat. Particulièrement aussi pour son pouvoir inclusif et de prévention de la vulnérabilité.

3.4. **La gouvernance des territoires**

eu un échange de vue avec

Annick de Montgolfier, vice-présidente du Conseil économique et social régional du Grand Est a présenté le processus de réforme institutionnelle engagé par la France lors du passage de 26 à 18 régions. La consultation et la concertation a été largement absente du processus tant avec les élus locaux, les élus gestionnaires des régions pré-existantes que les habitants concernés

En leur âme et conscience, les parlementaires ont décidé seuls des périmètres puis des compétences des régions au nom de la recherche nécessaire d'une taille critique pour exister au niveau européen. Seul le nom de la région a été soumis à l'approbation des citoyens. C'est une entorse sévère aux règles antérieures, porteuses de décentralisation et d'ouverture à la participation des citoyens à la décision politique.

Gerhard ERMISCHER, Vice-Président de CIVILCAPE et coordinateur du groupe de travail Cohésion sociale et territoires partagés a présenté l'exemple d'une action menée avec la population sur son cadre de vie : 8000 volontaires mobilisés au cours des vingt dernières années avec un constat, celui d'une insuffisance de communication liée à trois problèmes : la langue, ce qui veut dire la terminologie employée, les connaissances synonymes d'expertise et l'expérience qui peut être négative en l'absence de consultation.

Autre action, celle de la création d'un parc régional en Bavière sans concertation, ce qui a entraîné une forte opposition des citoyens.

Dans les deux cas, Gerhard ERMISCHER croit à l'action positive des ONG, à la fois médiateur, formateur et porte parole. Avec un mot clé ; la confiance entre gouvernants et gouvernés. Une confiance que peuvent établir les ONG.

=>> Il est ressorti du débat qui s'en est suivi la nécessité de donner à la société civile les outils de contrôle et de participation dans la gouvernance du territoire

4. **La participation des citoyens**

La commission a entendu

Anne Marie Chavanon donner l'état d'avancement

des Orientations pour la participation des citoyens à la décision politique, texte finalisé par le CDDG avant d'être soumis au Comité des Ministres.
de la Semaine européenne de la démocratie locale

5. Conclusion des groupes de travail

A entendu

le compte rendu des groupes de travail tels que celui de Anje Wiersinga sur « *les perspectives de genre dans les processus politiques et démocratiques* », de Jean-Claude GONON sur « Europe-Méditerranée », Gerhard ERMISCHER sur « Cohésion sociale et territoires partagés » et Thierry MATHIEU sur le groupe de travail chargé de la thématique santé.

=>> La présidente a rappelé que toutes les actions et débats conduits pendant le mandat écoulé ont été portés par l'un des groupes de travail de la commission, lui permettant ainsi de finaliser ses travaux. Leur mission a donc à ses yeux été parfaitement remplie.

6. Message de fin de mandat

Pour la Présidente et les vice-présidents, il s'agissait d'un passage de témoin

La présidente a rendu hommage aux deux vice-présidents de la commission, Karl DONERT et Thierry MATHIEU les remerciant de leur soutien indéfectible et de leur grande expertise et se réjouissant que tous deux restent engagés dans l'activité des commissions.

« Libérer nos sociétés de leurs peurs, favoriser la prise de conscience de notre humanité commune, c'est ce que nous voulons, at-elle ajouté, mais si nous voulons aider nos sociétés à se transformer, il faut que nous commençons à le faire nous-mêmes au sein de notre commission. Qu'elle soit un lieu de dialogue ouvert et harmonieux ! »

« Nous avons eu une obsession : que chaque ONG, que chacun de ses représentants trouve sa place. Des lors qu'un sujet était porté par une ONG, il a intéressé la commission car toute ONG et tout représentant d'ONG doit être écouté, quelle que soit sa culture, sa race, sa religion et sa façon de s'exprimer.

« Nous avons été heureux, nous, dans notre commission, a t-elle poursuivi, de ne jamais faire taire qui que ce soit et d'accepter parfois d'être remis en cause, considérant que c'était un enrichissement ». La présidente a souhaité à leurs successeurs, en son nom et au nom des vice-présidents, de faire mieux encore dans ce domaine. « La solidarité recherchée pour les sociétés doit prévaloir chez nous ! ».

« Stimuler encourager, soutenir telle a été notre priorité ! »

TM/AMC